

Hugues Sibille

© Hugues Sibille pour Alternatives Economiques

« [La démocratie économique, l'autre défi du G20](#)

La finance à l'épreuve des citoyens

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer à un ami](#)



La crise financière révèle un déficit de démocratie dans la sphère économique : la concentration d'un pouvoir financier affranchi de tout contrôle citoyen conduit à la catastrophe.

C'est à l'aune de ce déficit démocratique qu'il faut comprendre l'écho médiatique de l'initiative récente d'Eric Cantona : d'un coup, « on redonne la main » aux citoyens, en leur proposant un geste concret et accessible à tous (retirer son argent), pour peser sur la marche de l'économie.

Ce geste était inefficace, inadapté, voire dangereux. Mais cela ne doit pas occulter ce que cette initiative révèle : une volonté latente de se réapproprier l'économie, de réagir et d'agir, de devenir acteur face à un système perçu comme opprimant et implacable. Bref, une certaine envie d'injecter de la démocratie dans l'économie de marché.

C'est possible. Le collectif « Sauvons les Riches » l'a souligné dans la foulée, en rappelant « *qu'il y avait des banques responsables de la crise et des banques responsables tout court* » et en invitant à choisir sa banque selon des critères éthiques. Un mouvement est en marche. La Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (FEBEA) vient de se faire entendre en suggérant de mobiliser les capacités financières en Europe en faveur de l'emploi (Europe Active). Le Crédit Coopératif, la Nef y participent.

L'initiative Cantona apporte donc à une bonne question une réponse marquée par un sentiment d'impuissance ou de désespoir. Celle de Sauvons les Riches apporte une réponse utile, mais à la portée encore limitée. Les banques éthiques,

qui représentent aujourd'hui 7 % du marché européen, ne pourront croître que progressivement.

L'enjeu est donc de faire bouger l'ensemble du monde bancaire, mais sûrement pas en le vouant aux gémonies de manière démagogique, comme c'est la tentation croissante en France. Transformer les banques en boucs-émissaires de tous les maux empêche de penser et d'inventer de nouvelles solutions.

Nous avons besoin des banques

Après l'incendie de la crise, notre société aura en effet besoin de finance patiente et responsable pour investir massivement dans les enjeux de notre monde : le vieillissement, l'éducation, l'environnement, l'emploi, la cohésion sociale... Ainsi, si les banques ont été au cœur du problème, elles peuvent et doivent être au cœur de la solution.

Elles n'y arriveront pas forcément seules, sans les citoyens, sans régulation. Citons ici deux pistes pertinentes pour y parvenir, l'une issue de la société civile, l'autre du législateur.

D'abord, l'idée proposée par l'eurodéputé Pascal Canfin de créer une sorte de « *Greenpeace de la finance* », c'est-à-dire un acteur de la société civile, à même d'évaluer de manière distanciée et crédible l'impact social et environnemental des banques et de leurs activités. Objectif : produire une contre-expertise citoyenne, stimuler les démarches de progrès, éclairer les clients usagers des banques.

Les Amis de la Terre ont défriché le sujet en publiant le premier classement « intensité carbone » des banques françaises. On peut poursuivre et approfondir les autres dimensions : impact social des projets financés, volume des placements dans les paradis fiscaux, du financement de l'économie réelle territoriale (notamment TPE-PME), échelle des salaires dans l'entreprise (bonus compris), etc.

Une seconde piste consisterait à travailler sur un « CRA à la française ».

Ce sigle (Community Reinvestment Act), désigne un dispositif américain qui a amené les banques américaines réglementées à davantage assumer leur responsabilité en matière d'exclusion financière et à rendre compte de manière transparente de leur investissement sur les territoires sensibles. Et ce, sans nuire à leur activité économique, au contraire !

Grâce au CRA, depuis plus de 30 ans, plus de mille milliards de dollars de crédit et de services bancaires ont en effet été canalisés vers les territoires et populations défavorisés, sans impact négatif mesurable sur les bilans des banques[\[1\]](#).

Ce dispositif constitue une véritable innovation sociale, alliant exigence d'information (via une notation ad hoc), souplesse de fonctionnement (via un jeu d'incitations / sanctions) et une gouvernance territoriale multi-parties prenantes (banques, société civile, collectivités). Les organisations de consommateurs, les médias, les citoyens peuvent faire pression à partir des informations « CRA ». Un dialogue fructueux, sous tension, s'instaure avec les banques.

En France, il n'y a pas de réelle lisibilité sur la réalité de l'action des banques en faveur des territoires fragiles, des personnes qui y vivent et des entreprises qui s'y développent. Pas plus d'information sur la traçabilité de l'usage des dépôts qui y sont collectés (quelle part réinvestie localement ?) et les discriminations éventuelles qui sont pratiquées. Ces constats plaident pour une réflexion sur un « CRA à la française », et même au-delà, un CRA européen.

Promotion et développement de banques éthiques, mise en place d'une ONG d'évaluation de la finance (« finance watch »), réflexion sur un « CRA à la française », trois pistes porteuses d'avenir qui ont en commun une même ambition : mettre la finance à l'épreuve des citoyens.

Hugues Sibille, Président d'Avise, Agence de développement de l'innovation sociale. **Tarik Ghezali**, Délégué Général du Mouvement des entrepreneurs sociaux. Viennent de publier *Démocratiser l'économie, Le marché à l'épreuve des citoyens*, Grasset, 2010. www.democratiserleconomie.org

[1] *Banques et territoires*, Kent Hudson, Fondation En Temps Réel, 2009.

Cet article a été posté le Mardi, février 15th, 2011 à 12:06 dans la catégorie [Derniers articles](#) :. Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous.



Envoyer un commentaire

Nom (mention obligatoire)

Mail (votre mail ne sera pas publié sur le site) (mention obligatoire)

Site Internet

Votre commentaire

Envoyer le commentaire

-

[Accueil du blog](#)



Hugues Sibille

Hugues Sibille, 56 ans, est depuis longtemps engagé à titre professionnel et citoyen en faveur du développement de l'économie sociale et solidaire. Il a notamment été délégué interministériel à l'économie sociale de 1998 à 2001, après avoir préparé le programme Nouveaux Services-Nouveaux Emplois (jeunes) auprès de Martine Aubry. Hugues Sibille a participé à l'aventure d'Alternatives Economiques dès sa création, a été longtemps administrateur de la Scop et Président de la Société des lecteurs. Dans la dernière période il a pris des responsabilités sur les enjeux de financement de l'économie sociale en étant successivement directeur de l'Economie Sociale à la Caisse des Dépôts de 2001 à 2005 et directeur général délégué du Credit Coopératif depuis octobre 2005. Enfin il siège au conseil supérieur de l'économie sociale et au conseil national de l'insertion et préside l'Agence Avise, agence qui agit en faveur des initiatives socio-économiques. Il souhaite que ce blog soit un lieu de décroisement sans tabous ni langue de bois, où s'exprime la rencontre entre des pratiques concrètes d'innovations dans le champ de l'économie sociale, de la responsabilité sociale des entreprises et leur expression dans un cadre plus macro économique et de politique publique.

-

En kiosque



-

• Catégories

- [Derniers articles :](#)

• site web :

- [Alternatives Economiques](#)

© Hugues Sibille pour Alternatives Economiques

Ce blog a été conçu avec [WordPress MU](#) pour le site <http://www.alternatives-economiques.fr/>.